

entretien

Marc Fleurbaey

Économiste, professeur à l'université de Princeton (États-Unis), initiateur du Panel international sur le progrès social

Après un grand siècle de progrès social, celui-ci ne connaît-il pas un infléchissement ?

Marc Fleurbaey : La situation actuelle est très contrastée. À l'échelle mondiale, nous enregistrons encore quelques indicateurs positifs : réduction de la pauvreté, croissance du nombre de démocraties, baisse de la mortalité infantile et hausse du taux d'éducation. En Chine, en Inde et dans l'Asie du Sud-Est, notamment, la pauvreté est en nette régression. En revanche, l'Amérique latine stagne et, dans beaucoup de pays africains, le nombre de pauvres est en forte augmentation. Il faut même souligner que l'Afrique va devenir une bombe démographique et de pauvreté. Par ailleurs, il est visible que nous sommes entrés dans une époque de déstabilisation des démocraties, en Europe de l'Est, mais aussi en Autriche, Allemagne, Italie, Espagne, au Brésil... Sans parler de l'inquiétude que peuvent susciter Donald Trump et le Brexit, ainsi que la croissance des inégalités dans de nombreux pays, notamment aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Mais si l'on tente tout de même de synthétiser toutes ces tendances ?

M. F. : Il est possible d'observer une légère inflexion régressive de la redistribution des richesses. Le 1 % de la population mondiale qui concentre richesse et pouvoir est de plus en plus dynastique aussi. La concentration des marchés, à partir des années 1980, et le pouvoir politique de plus en plus puissant des grandes firmes internationales ont un impact très fort en termes de remontée des inégali-

« La dignité est la valeur centrale du progrès social »

Vendredi 11 janvier paraît le « Manifeste pour le progrès social. Une meilleure société est possible ». Sa rédaction a été coordonnée par Marc Fleurbaey.



Au Bénin, la transformation agroalimentaire aide à sortir les femmes de la précarité. Pnud Bénin/Elsie Assogba



Photo : Ishta

tés, de recul de la démocratie et d'aggravation de l'état de l'environnement. Nous sommes même entrés dans un cercle vicieux, où dégradation de l'environnement, changement climatique, hausse des inégalités, migrations massives, déstabilisations politiques font système.

« Il faut agir sur trois fronts, simultanément : le socio-économique, l'environnemental et le démocratique. »

Face à une telle évolution, qu'est-il possible de faire ?

M. F. : Il faut agir sur trois fronts, simultanément : le socio-économique, l'environnemental et le démocratique. Cela ne sera possible, désormais, que grâce à la participation majeure de la société civile, exprimant une pression de « la base ». Les travaux du Panel international sur le progrès social ont mis en évidence la nécessité de la vision d'une société beaucoup plus participative, car, aujourd'hui, entre la population des laissés-pour-compte et les élites, le divorce semble consommé.

Quels sont les principaux enjeux d'une relance du progrès social ?

M. F. : Au-delà du meilleur partage de la richesse, nos travaux ont relevé, dans le monde entier, une aspiration plus profonde à la maîtrise de sa propre vie, à l'accès à un statut respecté, à la prééminence de l'empathie des uns

« La dignité est la valeur centrale du progrès social »

Prochain dossier : Cultures du Cœur rend les arts accessibles aux personnes en situation de précarité

« Chacun peut contribuer à une citoyenneté investie dans son quartier, sa ville, pour participer à une vie politique accessible à tous. »

les clés du sujet

Changer sa vie... et le monde

UN LIVRE

Marc Fleurbaey, avec Olivier Bouin, Ravi Kanbur, Helga Nowotny, Elisa Reis, Marie-Laure Salles-Djelic (avant-propos de Amartya Sen), *Manifeste pour le progrès social*, La Découverte, 288 p., 16 €.

UNE SOIRÉE-DÉBAT

Les Rencontres du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC) recevront Marc Fleurbaey le 17 janvier à partir de 19 h 45. Cette conférence, intitulée « Progrès, vous avez dit progrès ? », sera animée par Guillaume Goubert, directeur de *La Croix*, et aura lieu au Centre Sèvres à Paris. Elle pourra être suivie en direct sur YouTube, via la chaîne du Centre Sèvres.

Renseignements et inscriptions : www.mcc.asso.fr, onglet « Événements »

POURQUOI ?

Les animateurs du Panel international sur le progrès social (lire *La Croix* du 20 janvier 2017, pages 22 et 23) ont souhaité répondre à l'inquiétude croissante du public : « Déréglementation, crise économique, tensions sociales, déstabilisation démocratique, guerre : la période 1980-2030 va-t-elle rejouer le drame de 1890-1940, avec en outre la forte probabilité d'être suivie de cataclysmes environnementaux balayant tout sur leur passage dans la seconde moitié du siècle ? »

les auteurs du *Manifeste pour le progrès social* proposent « une vision fondée sur une nouvelle manière de penser et de réformer nos principaux piliers institutionnels : marchés, entreprises, politiques de protection sociale et mécanismes de délibération démocratique ». Ils délivrent « un message d'espoir et un appel à l'action ».

COMMENT ?

En s'appuyant sur le travail collectif mondial de quelque 260 chercheurs en sciences sociales, www.ipsp.org/fr

●●● Suite de la p. 21

vis-à-vis des autres et surtout à une participation ouverte dans les décisions publiques. De ce point de vue, les systèmes sociaux et politiques des pays scandinaves apparaissent comme assez exemplaires, même s'ils sont perfectibles. Le mot clé est « démocratie ». Quant à l'État providence, sa pertinence reste démontrée.

« Nous sommes entrés dans une époque de déstabilisation des démocraties. »

On comprend, à vous entendre, que les besoins actuels ne sont pas seulement matériels.

M. F. : Oui, c'est une des révélations des travaux du Panel international. D'ailleurs, nous avons tous été d'accord pour placer certaines aspirations morales fondamentales au cœur du *Manifeste pour le progrès social*. Aller au-delà de notre stricte expertise scientifique nous est apparu comme une prise de responsabilité vis-à-vis du débat public plus nécessaire que jamais. Nous avons ainsi écrit que « les valeurs et principes au cœur de ce livre incluent le bien-être et la liberté, la sécurité et la solidarité, ainsi que le pluralisme et la tolérance, la justice distributive et l'équité, la protection de l'environnement, la transparence et la démocratie ».

Cela fait un nombre important d'exigences...

M. F. : Oui, sans doute, mais cette liste est œcuménique, dans le sens où elle est validée tout autant par nos confrères chinois qu'améri-



Hubert travaille pour La Fabrique, une société à statuts associatifs qui n'emploie que des chômeurs de longue durée. Mathieu Cugnot/Divergence

cains. Cependant, il y a une valeur qui transcende toutes les autres, c'est la dignité. Elle est à la base des philosophies de la justice sociale. Elle est centrale, par exemple, dans les préconisations du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) comme elle l'est dans les témoignages des bénévoles d'ATD Quart Monde dont la devise est, d'ailleurs : « Agir tous pour la dignité ! »

Quelles sont les actions concrètes proposées par le Panel international sur le progrès social ?

M. F. : De fait, notre livre entend aller au-delà de la science, en osant quelques suggestions pratiques. S'il est certes nécessaire, face à la mondialisation néolibérale, que la société civile s'internationalise, il est possible de créer et de développer des bulles

de justice sociale ayant vocation à faire exemple. Ainsi, nous proposons à chacun de construire une famille juste – notamment par le partage des tâches entre hommes et femmes – et attentive à l'environnement. De même, il faut promouvoir un modèle d'entreprise juste, où les relations sociales sont plus horizontales et où les contributions des uns et des autres sont reconnues de façon plus égale. De

plus, chacun peut contribuer à une citoyenneté investie dans son quartier, sa ville, pour participer à une vie politique accessible à tous. Tout ceci pour une véritable émancipation, c'est-à-dire une capacité réelle des individus ou des groupes à agir par eux-mêmes sur les conditions sociales, économiques, politiques et écologiques auxquelles ils sont confrontés.

Recueilli par Antoine Peillon